



BRIEFING PAPER

République centrafricaine :

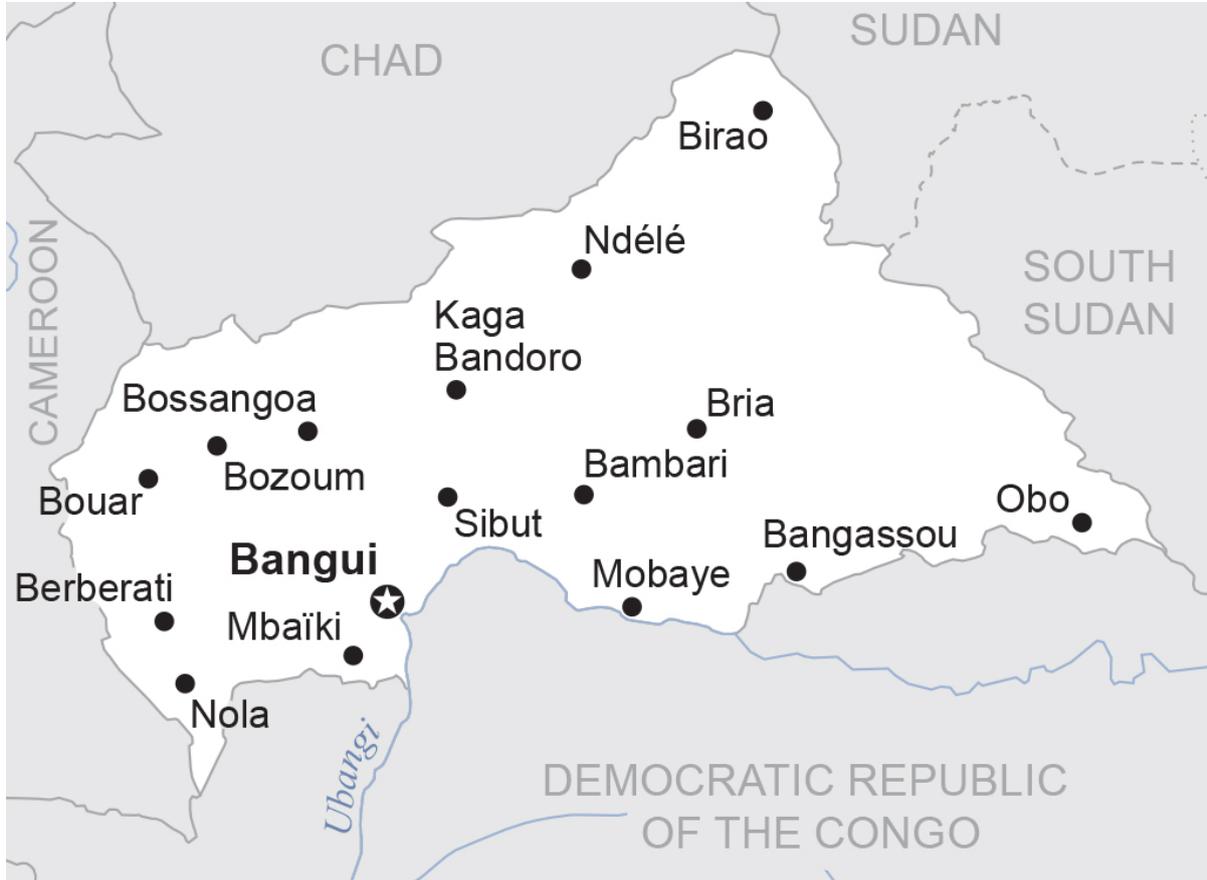
Les médias dans une situation d'urgence complexe

ims

INTERNATIONAL
MEDIA SUPPORT

FÉVRIER 2014

Carte de la République centrafricaine



OCHA/ReliefWeb

Acronymes

CDAC	Communicating with Disaster Affected Communities
CRS	Catholic Relief Services
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix
FH	Fondation Hironnelle
HCC	Haut Conseil de la Communication (High Council for Communication)
HIFC	Humanitarian Information Facility Centre
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IPE	Institut Panos Paris
MDI	Indicateur du développement du media
MPJ	Maison de la Presse et des journalistes
MSI	Media Sustainability Index (IREX)
OMCA	L'Observatoire des Médias Centrafricains
ONU	Organisation des Nations Unis
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unis pour le développement
RCA	République Centrafricaine
RFI	Radio France International
RJDH	Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme
RNL	Radio Ndeke Luka
RSF	Reporters sans Frontières
SFCG	Search for Common Ground
SMS	Short Message Service
UJCA	l'Union des Journalistes Centrafricains
UIT	Union Internationale des Télécommunications
VOA	Voice of America

Contenu

Carte de la République centrafricaine.....	2
Introduction.....	5
1. Contexte	5
2. Le paysage médiatique en RCA.....	9
3. Les défis qui interpellent les journalistes et le secteur des médias.....	15
4. Les défis des informations humanitaires et de la communication.....	17
5. Organisations de développement des médias locaux, régionaux et internationaux actives en RCA.....	19
6. Recommandations	22
Annexes.....	25

Introduction

Cette étude a été commandée par International Media Support (IMS) dans le but d'outiller les collègues en matière d'informations humanitaires et de soutien aux médias, afin qu'ils soient mieux informés lorsqu'ils élaborent et adoptent les stratégies d'intervention appropriées.

Conseillers pour IMS, Michelle Betz et Suzanne Moll, ont été chargées de l'évaluation et des recommandations. Toutes les deux sont au courant de l'évolution de la situation sur le terrain en RCA et les lecteurs de ce rapport devraient garder à l'esprit la fluidité de la situation.

Les recherches pour l'élaboration de ce rapport ont été menées entre la fin du mois de décembre 2013 et le 10 janvier 2014 sous forme d'entretiens et d'exploitation des rapports. Ce rapport a été mis à jour en fin février 2014.

1. Contexte

« Il ne s'agit pas uniquement d'une crise humanitaire, mais également d'une crise de l'information. Les Centrafricains vivent dans une obscurité totale puisqu'ils n'ont aucun accès à l'information. »

– Pascal Chirha, Coordonnateur National, Institut Panos Paris en RCA.¹

La RCA est l'un des pays les plus pauvres du monde avec une population d'environ 5 millions d'habitants. Il est, selon la Banque Mondiale, le sixième pays le plus pauvre du monde et se situe à la 180ème position sur les 186 pays considérés par l'Index de Développement Humain du PNUD en 2012. Les Chrétiens et les musulmans constituent respectivement près de 80% et 15% de la population, ces derniers étant majoritairement concentrés à l'extrême Nord-Est. Le Sango et le français sont les deux langues officielles bien que les combattants de l'ex rébellion Seleka sont musulmans et parlent l'arabe.

Seleka signifie coalition ou alliance en langue *Sango*, l'une des langues nationales du pays et renvoie à une alliance des groupes rebelles majoritairement musulmans provenant de la région marginalisée du Nord-Est de la RCA.

La RCA est confrontée de façon quasi permanente aux problèmes de sécurité depuis son accession à l'indépendance en 1960.

« Les régions septentrionales de savane de la RCA sont géographiquement et culturellement plus proches du Sud du Tchad et ont été déstabilisées depuis les années 1970 par les guerres civiles au Tchad et récemment au Darfour. »² En effet, aucun pays n'a autant subi les interventions militaires de « soutien à la paix » que la RCA au cours de deux dernières décennies.³

La richesse du pays provient principalement des industries extractives de la région du Sud-Ouest, notamment le diamant, l'or et le bois. Le potentiel des ressources en pétrole et réserves d'uranium n'est pas encore exploité. »⁴

L'on ne saurait parler de la RCA sans prendre en considération sa position géographique dans la région. « La RCA est le lieu de convergence des zones de conflits chroniques africains de la région des Grands Lacs et du Sahel oriental (Tchad, Soudan et Sud Soudan). Aucune solution à la crise centrafricaine n'est possible sans un processus de paix et la coopération au niveau régional »,

¹ Entretiens, 4 janvier 2014

² Reeve, Richard. "Sustainable Peace and Security in the CAR 2013", Oxford Research Group. Décembre 2013, p.2.

³ Reeve, p.1.

⁴ Reeve, p.7.

particulièrement dans les régions des Grands Lacs et du Soudan.⁵

Les considérations régionales ne devraient pas être ignorées: une grande partie de la richesse du Tchad provient de l'exploitation pétrolière dans la région du Sud, laquelle enjambe la RCA, tandis que le Sud-Est, qui est frontalier du Sud Soudan et de la République Démocratique du Congo (RDC), subit les fréquentes incursions de l'Armée de Résistance du Seigneur et est pratiquement isolé, étant donné la destruction des routes en saison de pluie. Les frontières ne sont pas sécurisées.

La région de l'Est, riche en minerais, a enregistré l'arrivée d'éleveurs créant ainsi de nouvelles occasions de conflits quant à l'utilisation des terres.

« La RCA pourrait, grâce à la procuration de la Seleka, potentiellement offrir au Soudan une nouvelle source de revenus à travers le pétrole, le diamant, l'or, l'uranium, le bois, de même qu'une opportunité de d'étendre l'influence musulmane dans la région. »⁶

1.1 La crise actuelle

Alors que le pays a traversé diverses périodes d'instabilité et de violence, la crise actuelle a débuté le 10 décembre 2012, lorsque la Seleka a entamé une campagne militaire contre le gouvernement du Président François Bozizé. Le 24 mars 2013, les rebelles de la Seleka (une alliance des combattants musulmans de la RCA, du Tchad et du Soudan) ont pris le contrôle de la capitale Bangui et chassé Bozizé du pouvoir.

Michel Djotodia, l'un des chefs de la Seleka, a « suspendu la constitution et s'est installé au pouvoir comme président par intérim, avant d'être confirmé plus tard par le gouvernement de transition. »⁷ En septembre 2013, Djotodia a démantelé la Seleka, ce qui entraîna une « vague de violence généralisée en l'absence d'une réelle armée nationale pour l'endiguer. »⁸

Peter Bouckaert, Directeur des Urgences à Human Rights Watch (HRW), qui a visité la RCA tout récemment en décembre 2013, a déclaré que « des combattants appartenant maintenant à l'ex-rébellion Seleka continuent d'opérer à travers le pays. Bien qu'intégrés formellement dans l'armée nationale, les ex-Seleka continuent d'exercer leur pouvoir à travers la violence sur une grande partie du pays, terrorisant les populations locales. Ils ont été de plus en plus contestés par les milices majoritairement chrétiennes dénommés les anti-balaka (« anti-machette » en Sango), qui ont commencé à contre-attaquer les forces de l'ex-Seleka en septembre. »⁹

« Les civils pris pour cibles, et la violence qui polarise les relations entre les communautés chrétiennes et musulmanes, constitue une caractéristique principale du conflit actuel. Les musulmans qui sont identifiés aux Seleka représentent environ 10 à 15% des Centrafricains. Il existe des minorités musulmanes au sein de certains groupes ethniques plus larges, notamment les chrétiens du Nord et du Centre. L'islam n'est la religion principale que dans la région du Nord-Est. Les personnes des régions d'origine des Seleka présentent également des traits physiques distincts et s'expriment différemment par rapport aux autres Centrafricains. Les groupes musulmans distincts résidant parfois en RCA sont en réalité des commerçants tchadiens et des éleveurs peuls (Foulani), qui partent avec leurs troupeaux du Nigéria et du Cameroun, traversent la RCA et le Tchad, se rendent au Soudan et entrent très souvent en conflit avec les communautés d'agriculteurs. Ainsi, le terme « musulman » est souvent associé à « étranger » et aux conflits sur

⁵ Reeve, p.1.

⁶ David Smith, "CAR: Out of the Frying Pan into the Furnace," <http://www.politicsweb.co.za/politicsweb/view/politicsweb/en/page72308?oid=467138&sn=Marketingweb+detail&pid=90389>

⁷ Peter Bouckaert, "They Came to Kill: Escalating Atrocities in the Central Africa Republic", Human Rights Watch. Décembre 2013. p. 11.

⁸ Louise Arbour, "Next Year's Wars," in Foreign Policy, 30 Décembre 2013, http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/12/30/next_year_s_wars#sthash.4rrzL7Rx.albzDpH5.dpbs

⁹ Bouckaert, p. 11.

les moyens de subsistance. »¹⁰

Louise Arbour, Présidente de International Crisis Group (ICG), pense que la communauté internationale a raté une importante occasion d'intervenir dans le conflit. « Les Nations Unies et le monde occidental ont été lents à réagir, en partie parce que Djotodia pouvait contrôler les combattants de la Seleka et que la Mission Internationale de Soutien à la RCA conduite par l'Union Africaine (MISCA) pouvait sécuriser la capitale Bangui. Ils se sont trompés sur toute la ligne. Le gouvernement de transition et la force de sécurité régionale ont failli, parce qu'ils n'ont pas pu prévenir une chute libre dans le chaos. L'approche attentiste de l'observation pousse maintenant les Nations Unies et les puissances occidentales à essayer de rattraper le retard. »¹¹

Selon Reporters sans Frontières (RSF), « la situation s'est détériorée depuis les événements des 5 et 6 décembre, lorsque les attaques cordonnées prétendument menées par les anti-balaka, les supporters de Bozizé ont déclenché de violentes représailles par les milices Seleka, processus qui s'est accompagné d'une polarisation croissante autour de l'identité religieuse – les « ex-Seleka » étant majoritairement musulmans et les forces pro-Bozizé étant majoritairement chrétiennes. »¹²

Certains analystes préviennent du danger d'une identification de la crise à une simple opposition entre musulmans et chrétiens. Cependant, « analyser les manifestations actuelles de la violence comme une simple lutte entre communautés musulmanes et chrétiennes ou comme un conflit surgissant discrètement de la prise du pouvoir par les Seleka en mars 2013 est probablement contreproductif. L'Etat centrafricain ne s'est pas effondré de façon soudaine. Ses cycles de conflits et de déclin ont favorisé beaucoup d'inégalités et griefs au sein d'une nation et une région complexes. »¹³

A la date du 2 janvier 2014, près d'un million de personnes étaient déplacées à l'intérieur de la RCA. Cela représente 1 Centrafricain sur 5 et selon les Nations Unies, 100% de la population est affectée par la crise actuelle.

Entre temps, la communauté internationale examine encore ses options. Un rapport sur le passage des forces de l'UA sous commandement des Nations Unies est attendu au début du mois de mars « pour former une plus large mission des Nations Unies avec un mandat plus complet de stabilisation et de construction de la paix probablement dans la deuxième semaine du mois d'avril 2014. Une telle force, essentiellement chargée de la reconstruction des institutions de l'Etat centrafricain, serait comparable aux missions complexes des Nations Unies au Libéria (UNMIL) ou à Haïti (MINUSTAH) et durerait probablement plusieurs années. »¹⁴

Une telle mission pourrait probablement entraîner la mise en place d'une éventuelle radio des Nations Unies, pour laquelle les discussions ont déjà eu lieu à New York. Cependant, la plupart des personnes travaillant dans le secteur du développement des médias préférerait le renforcement des médias locaux à la mise en place d'une nouvelle radio.

Dans tous les cas, la période de transition actuelle de 18 mois est supposée déboucher sur les élections en février 2015. Dans le même temps, le Parlement et la Constitution ont été dissouts, résultant dans une absence d'Etat de droit. Aucune structure étatique ni aucun service, y compris la police et l'armée, ne fonctionne. Le responsable de l'Institut Panos Europe (IPE) en RCA, qui a également travaillé de façon intensive en RDC, a déclaré que la situation actuelle est complètement différente de celle prévalant en RDC. « Au moins là-bas, le pays fonctionnait encore, les banques étaient restées ouvertes, ce qui n'est pas le cas en RCA. Les services publics, y compris la police et

¹⁰ Reeve, p.4.

¹¹ Arbour, http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/12/30/next_year_s_wars#sthash.4rrzL7Rx.albzDpH5.dpuf

¹² Reporters without Borders, "Freedom of Information Buffeted from All Sides", 23 Décembre 2013. <http://en.rsf.org/car-freedom-of-information-buffeted-23-12-2013,45664.html>

¹³ Reeve, p.8.

¹⁴ Reeve, p.5.

l'armée, n'existent plus. »¹⁵

La situation change d'heure en heure et avec près d'un million de personnes déplacées, la situation humanitaire devient préoccupante. Le Conseil des Réfugiés Danois travaille en RCA depuis plusieurs années et est actuellement présent dans deux camps hors de Bangui. Il signale que les travailleurs humanitaires sont exposés à d'importants risques. L'équipe présente en RDC par exemple travaille sous forte escorte sécuritaire et « fut contrainte de trouver refuge dans les toilettes publiques parce qu'elle était approchée par des jeunes habillés en tenues de combat et portant des perruques et soutien-gorge, visiblement sous l'effet de quelque chose dont Dieu seul sait. »¹⁶

Le 10 janvier 2014, le Président par intérim, Michel Djotodia, a démissionné de même que son Premier Ministre Tiangaye, lors d'un sommet tenu au Tchad et consacré à la restauration de la paix. Catherine Samba-Panza, a prêté serment le 23 janvier, est née au Tchad d'un père camerounais et d'une mère centrafricaine, faisant d'elle, le « meilleur exemple d'intégration régionale », dit-elle dans son terrain de 10 minutes pour les votes à un Conseil national de transition. Elle est seulement le Président pour un an jusque les élections se tiendront en janvier 2015, et le chef par intérim n'est pas autorisé à exécuter. André Nzapayeke a été nommé comme nouveau premier ministre.

1.2 La crise actuelle et les médias

Reporters sans Frontières a sans doute fourni la majeure partie des informations concernant la situation des médias dans la crise actuelle. Ils soulignent dans un rapport récent:

« En raison de la récurrence des attaques et menaces physiques vis-à-vis des journalistes et des médias au courant de l'année 2013, de nombreux organes de presse ont radicalisé leur discours et failli au respect de l'objectivité journalistique. Dans une tentative de soutenir le régime de Bozizé qui s'effondrait, Radio Centrafrique et d'autres médias d'Etat ont tout d'abord ciblé les rebelles de la Seleka avec des messages de division et de haine. Radio Centrafrique s'est par la suite concentrée sur la diffusion des exactions commises par la Seleka.

Christophe Gazam Betty, le Ministre de la communication nommé après la prise du pouvoir par la Seleka, a interdit aux médias de parler des actions de la Seleka, en leur faisant savoir que tout reportage nécessitait une autorisation préalable de ses services et en rappelant aux médias d'Etat qu'ils étaient tenus, selon un décret en vigueur, de soutenir la politique du gouvernement...

...Radio Ndeke Luka, une chaîne de radio soutenue par la Fondation Hirondelle, une ONG suisse et par les donateurs internationaux, a été l'unique organe de presse ayant gardé une relative neutralité pendant cette période, en se limitant à rendre compte des atrocités sans commentaires. »¹⁷

Dans la situation actuelle, de nombreux reporters se sont autocensurés dans la mesure où chaque reportage est considéré comme une prise de position politique. La conséquence en est que la plupart ne fait tout simplement pas de reportage.

Selon la Fondation Hirondelle (FH), Radio Ndeke Luka (RNL) a été le premier média à diffuser le 8 décembre 2013 après les attaques, suivi de Radio Centrafrique et Radio Notre Dame. Les journaux locaux n'ont pas encore repris leur parution.¹⁸

¹⁵ Pascal Chirha, Entretiens. Janvier 2014

¹⁶ Entretiens.

¹⁷ <http://en.rsf.org/car-freedom-of-information-buffeted-23-12-2013,45664.html>

¹⁸ <http://www.hirondelle.org/home-page/in-bangui-a-trusted-source-of-information-in-a-time-of-uncertainty/?lang=en>

1.3 La crise actuelle et l'information et la communication humanitaires

Le 11 décembre, les Nations Unies ont activé le niveau 3 de son système de réponse d'urgence. De même, InterAction, organisation américaine chapeautant plus de 100 ONG, a également classé la RCA au niveau d'urgence 3 (le plus élevé). Cette décision oblige les agences membres à augmenter immédiatement et considérablement leur personnel et leur niveau de financement pour répondre à la crise.¹⁹ Etant donné que les personnes abandonnent leurs villages situés sur les routes principales par peur des attaques des milices bandits, elles sont contraintes de trouver l'abri dans leurs champs, où sans habitats adéquats, elles sont exposées au paludisme et autres maladies dues aux rudes conditions de vie. D'autres s'abritent dans les églises et les mosquées.

Selon le « Plan de 100 jours », un plan stratégique de réponse est en préparation pour janvier 2014.²⁰

Les besoins prioritaires identifiés sont les suivants:

- Assistance multisectorielle aux personnes déplacées internes, c'est-à-dire nourriture, tentes, eau, etc.;
- 17 circonscriptions administratives ont été identifiées comme « zones prioritaires »;
- Les déplacés internes constituent la priorité, particulièrement les femmes et les enfants, mais également les groupes vulnérables tels que les minorités ethniques, les réfugiés de la RDC et du Sud Soudan et les migrants;
- La sécurité est la priorité transversale et devrait constituer la principale motivation de la réponse. La sécurité devrait préoccuper tous les secteurs et être systématiquement prise en compte dans la mise en œuvre de l'assistance.

Au moins 43 organisations sont impliquées dans la fourniture de l'aide. Cependant aucune mention n'est faite quant aux efforts concernant l'information humanitaire.²¹ De même, la communauté humanitaire « n'a pas un tableau des besoins particuliers pour les populations difficilement accessibles des régions Nord et Est du pays. »²²

2. Le paysage médiatique en RCA

Aujourd'hui, la plupart des journalistes n'a aucune formation formelle en journalisme tandis que les générations précédentes ne travaillent plus. Les conditions de travail sont difficiles et caractérisées par de faibles salaires (manque de salaires consistants), manque d'accès à la formation professionnelle et la corruption. Malgré cela, en 2012, la RCA est parvenue à se hisser à la 65^{ème} position parmi les 172 pays du tout dernier rapport de Reporters sans frontières sur l'index de liberté de la presse. Cependant, ceci changera considérablement dans l'index 2013 [publiera en 2014], étant donné que les événements après le début de la rébellion Seleka à la fin de l'année 2012 au cours desquels les chaînes de radios ont été saccagées et un journaliste tué, « n'ont pas été pris en compte dans cet index, empêchant ainsi le pays de perdre plus de 50 places. Ceux-ci seront inclus dans l'index 2014. »²³

Bien avant le conflit actuel, les médias centrafricains étaient confrontés à d'énormes défis. Selon IREX « les médias professionnels en RCA continuent de subsister malgré les conditions de travail

¹⁹ <http://interaction.org>

²⁰ https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/100_DAY_PLAN_2014_CAR.pdf

²¹ "100 Day Plan," p. 5.

²² "100 Day Plan," p. 4.

²³ http://fr.rsf.org/IMG/pdf/classement_2013_gb-bd.pdf p.6.

détériorées, les maigres budgets de fonctionnement, les infrastructures délabrées et les obstacles techniques à la dissémination de leurs messages. Ils font face aux stratégies gouvernementales de harcèlement, de suspension et de dissuasion, particulièrement en relation avec les problèmes persistants de corruption et de banditisme dans le Sud-Est du pays. Tous ces facteurs ont compliqué la scène médiatique et créé un environnement largement précaire pour la presse. »²⁴

Le rapport poursuit: « les correspondants saisissent certaines histoires salaces en vue d'arrondir les fins du mois ou de justifier le métier. Ces reportages ne sont pas souvent justes, objectifs et bien illustrés. Plusieurs journalistes ne jouent pas leur rôle en tant que vecteurs de la vérité, mais alarment plutôt à l'excès les populations en publiant rumeurs et conjectures. »²⁵ Ceci présente particulièrement les conditions dangereuses pendant la période de conflit.

Au cours des 18 derniers mois, plusieurs rapports ont examiné le secteur médiatique en RCA. Ainsi, celui-ci en présentera les points saillants.²⁶

2.1 Cadre juridique et réglementaire

La Constitution qui garantit la liberté d'expression et de la presse a été suspendue par le chef rebelle Michel Djotodia à la fin du mois de mars 2013.

Précédemment, la RCA avait « un environnement juridique favorable dans l'ensemble », selon l'IREX MSI.²⁷ Une grande partie du travail sur l'environnement juridique et réglementaire a été effectuée en 2005. A cette époque, la loi sur la liberté des médias et la dépenalisation des délits de presse a été adoptée, et un organisme de régulation dénommé le Haut Conseil de la Communication (HCC) »²⁸ a également été créé.

Le HCC a été créé en 2005 avec pour missions de garantir et d'assurer l'indépendance, la liberté et la protection de la presse et des arts.²⁹ Le Conseil veille également au respect de l'éthique journalistique et assure le suivi des contenus afin d'éviter les discours haineux et l'incitation à la violence. Le HCC, à l'instar de nombreux organismes, a pratiquement cessé de fonctionner au cours des dernières années. La conséquence est qu'il n'existe aucun organisme qui assure le suivi des médias dans les périodes sensibles.

Les chaînes des radios sont autorisées et enregistrées suivant une procédure en deux étapes qui peut être ardue et durer plusieurs années avant la délivrance de la licence.

Malgré ces normes juridiques, la réalité est toute autre. Les journalistes sont visés et plusieurs travailleurs du secteur des médias ont été arrêtés au cours des deux dernières années ou plus. En outre, « lors des procès impliquant les professionnels des médias, les juges appliquent le code pénal plutôt que la loi en vigueur sur les médias. »³⁰ De même, les médias continuent d'être confrontés aux problèmes habituels de l'insécurité financière, du manque d'équipements et de formation, de tracasseries de la part des autorités gouvernementales. »³¹

²⁴ IREX, "Central African Republic Media Sustainability Index", 2012. <http://www.irex.org/resource/central-african-republic-media-sustainability-index-msi>, p. 57.

²⁵ IREX, p. 61.

²⁶ Internews a produit en mi-2012 un rapport assez complet sur le secteur des médias comme le fera plus tard dans la même année SFCCG.

²⁷ IREX, p.59.

²⁸ <http://en.rsrf.org/car-freedom-of-information-buffeted-23-12-2013,45664.html>

²⁹ Pour plus d'informations sur le HCC, voir <http://www.refram.org/node/95>

³⁰ IREX, p. 59.

³¹ <http://en.rsrf.org/car-freedom-of-information-buffeted-23-12-2013,45664.html>

« Malgré la promesse faite le 3 mai à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse par le Président par intérim Michel Djotodia « qu'aucun journaliste ne sera emprisonné pour ses propos » et « que les nouvelles autorités garantiraient la liberté d'expression », l'on a enregistré de nombreuses menaces de la part des autorités gouvernementales et les membres de la Seleka au cours des mois suivants. »³² Les tracasseries des travailleurs des médias par le Gouvernement se sont accrues en juillet/août et se sont poursuivies en septembre 2013.

2.2 La presse écrite

Il existe environ 30 à 40 journaux quotidiens et hebdomadaires en RCA, bien que très peu d'entre eux paraissent à une fréquence régulière et essentiellement à Bangui, « avec une faible distribution à l'intérieur du pays. »³³

Les six journaux les plus populaires et qui paraissent régulièrement sont Le Citoyen, Le Confident, L'Hirondelle, Le Democrat, Media Plus et Agora. Le Citoyen et Le Confident tirent environ 500 exemplaires. Seuls Le Confident et L'Hirondelle photocopient leurs journaux au format A3 plié en deux chez les imprimeurs commerciaux. A cause de la violence, aucun journal n'a pratiquement paru depuis le 20 décembre 2013.

Il existe deux agences de presse, l'une étatique, l'Agence Centrafricaine de Presse (ACAP) (www.acap-cf.info) et l'autre privée, Be Afrika (www.beafrika.net).

Les journaux et magazines internationaux sont rares en RCA et coûtent excessivement chers lorsqu'on en trouve.

2.3 La diffusion

A l'instar de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, la radio est le média le plus populaire et le plus important. Il existe quatre types de chaînes de radio: étatiques, indépendantes/privées, confessionnelles/religieuses et communautaires, pour un total d'environ 20 à 30 chaînes.³⁴ Les chaînes religieuses sont principalement catholiques. Cependant, il existe également des chaînes protestantes et une musulmane. La plupart de ces chaînes diffusent depuis 2007/2008, hormis la radio d'Etat et Radio Ndeke Luka qui fonctionnaient avant cette date.

Aujourd'hui, Radio Ndeke Luka (RNL) et Radio Tropic FM sont les deux principales radios privées. En plus de diffuser en FM, Ndeke Luka diffuse également pendant plusieurs heures par jour en ondes courtes. A l'origine, RNL a été lancée par le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) des Nations Unies lors de la mission de maintien de la paix en RCA. Après le départ des Nations Unies en 2000, Radio MINURCA, confiée à l'ONG Suisse Fondation Hirondelle, est devenue Radio Ndeke Luka. Depuis lors, RNL fonctionne indépendamment du DOMP.

« Pour le moment, l'actuel BINUCA ou d'autres agences des NU achètent parfois le temps d'antenne et nous avons des programmes quotidiens couvrant les activités des NU en RCA dans le sillage de la couverture des activités de développement et humanitaires dans le pays. »³⁵ Le mandat de la chaîne est de contribuer au pluralisme et de le renforcer dans le secteur médiatique en RCA.

Actuellement, RNL a une programmation minimale ; la plupart des radios communautaires en provinces ont été saccagées au mois de décembre ou au début de l'année 2013. S'agissant de l'information, la population vit essentiellement dans les ténèbres: « Il ne s'agit pas uniquement d'une crise humanitaire, mais également d'une crise en information. Les Centrafricains vivent dans

³² <http://en.rsf.org/car-freedom-of-information-buffeted-23-12-2013,45664.html>

³³ IREX, 2012 <http://www.irex.org/resource/central-african-republic-media-sustainability-index-msi>

³⁴ Pour une liste complète des chaînes de radios et télévision, voir le rapport d'Internews de 2012.

³⁵ Caroline Vuillemin, entretiens, Décembre 2013.

l'obscurité totale puisqu'ils n'ont aucun accès à l'information», déclare Pascal Chirha, Coordonnateur National de l'Institut Panos Paris en RCA. RNL est l'unique radio sur laquelle les populations peuvent compter, renchérit-il.

La chaîne publique, Radio Centrafrique, a des capacités et des ressources limitées et ne diffuse également pas en ce moment. Son personnel est tellement effrayé qu'il ne travaille pas.

Il existe des radios privées et communautaires complémentaires. Les radios communautaires disposent d'infrastructures rudimentaires et assurent une couverture extrêmement limitée avec des programmes en langues locales traitant des questions importantes pour les communautés particulières. La plupart des travailleurs dans ces radios sont des volontaires. Certaines sont religieuses et font partie ainsi des quatre types décrits plus haut. Certaines radios communautaires ont été mises en place par différentes organisations y compris les organisations environnementales.

Radio ICDI, par exemple, a été installée en fin 2005 par l'ONG américaine Water for Good et fut la première radio à obtenir une licence privée pour les ondes courtes. Elle fut ainsi la seule chaîne couvrant une vaste région au Nord de la capitale. Malheureusement, comme beaucoup de radios dans le pays, Radio ICDI a été pillée en mars et ne fonctionne plus en ce moment à cause de l'instabilité et des menaces répétées de la Seleka dont la plus récente remonte à décembre 2013.³⁶

Dans certains cas, les chaînes de radio sont soutenues par les acteurs politiques, étant donné qu'elles ne reçoivent pas de subventions de l'Etat. En clair, la conséquence la plus probable est la politisation des médias.

La télévision par satellite est disponible mais hors de portée de la majorité de la population, en raison des coûts et de la triste réalité de l'absence des postes de télévision.

BBC, Radio France Internationale (RFI) et la Voix de l'Amérique (VOA) sont également disponibles. Par exemple, la Voix de l'Amérique dispose d'un émetteur à Bangui qui fonctionne 24h/24 tous les jours de la semaine, ainsi que des reporters sur le terrain. Idriss Fall, l'un des personnels de la Voix de l'Amérique, a dû quitter Bangui en fin décembre à la suite des attaques qu'il a subies.

2.4 Les médias en ligne

Le premier service internet a été fourni en RCA en 2000 par la Société centrafricaine des télécommunications (SOCATEL). Selon l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), environ 3% des citoyens se sont connectés en 2012. La pénétration de l'internet est principalement confinée à Bangui. Trois fournisseurs d'internet sur mobile et un sur filaire opèrent en RCA. Selon le rapport 2012 de Internews, le nombre d'internautes en RCA est de 0,4%.

Avec une vitesse maximale de 128 Mbits/seconde pour l'ensemble du pays, la RCA figure parmi les derniers pays du monde ayant l'accès à internet.³⁷

2.5 La téléphonie mobile

Il existe quatre opérateurs de téléphonie mobile en RCA, et environ un Centrafricain sur trois utilise un téléphone portable. La croissance dans ce secteur a été considérable alors que le ratio était de un sur quarante en 2007.³⁸ De plus, les coûts des appels téléphoniques ont baissé d'environ 40%

³⁶ <http://icdinternational.org/2013/12/trouble-at-the-radio-station/>

³⁷ Internews, "Répertoire des médias et de la communication en Centrafrique", Juillet 2012.

³⁸ Internews, p.6.

depuis lors.³⁹

Certains programmes d'information humanitaire ont largement utilisé la téléphonie mobile au cours des dernières années en RCA. Cependant, l'efficacité de cette utilisation pour le travail de communication humanitaire s'est avérée en deçà des attentes espérées. Dans un récent rapport d'évaluation d'un de ces programmes en RCA, produit pour l'Institut américain pour la paix, « le Directeur pays d'Internews, Jeroen Corduwener, partage son expérience concernant les défis que posent les TIC. Son équipe a réussi à développer un système de collecte d'informations des régions isolées vers le centre, pour leur distribution aux groupes humanitaires. Mais l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre a démontré que la plupart des personnes n'utilisaient pas les SMS. Cela est en partie dû à l'analphabétisme, au coût élevé des SMS et à la méfiance des populations vis-à-vis du téléphone portable. »⁴⁰

2.6 L'éducation au journalisme

Un nouveau Département de l'Information et de la Communication a été créé à l'Université de Bangui et les premiers diplômés sont sortis en août 2012. Plus de 50 diplômés ayant passé trois ans de formation sont attendus dans les deux prochaines années, nonobstant les retards que causera probablement la crise actuelle. Le Département bénéficie du soutien financier de l'Institut Panos Paris, malgré l'absence d'informations sur les capacités et les facilités dont dispose le Département.

2.7 Les associations de médias

Plusieurs organisations de médias existent en RCA, mais leur efficacité est limitée en raison de leurs faibles ressources financières. En outre, la crise actuelle a pratiquement compromis le soutien que ces organisations apportent à leurs membres. Par ailleurs, la plupart d'entre elles sont nouvelles et bénéficient de l'assistance des ONG internationales, ce qui les expose aux problèmes de durabilité et de capacité.

Avant la crise actuelle et selon l'un des panelistes de l'IREX MSI « les ONG sont plus efficaces dans le soutien à la liberté d'expression et aux médias indépendants. Elles sont impliquées dans l'évaluation des efforts législatifs pour modifier les médias, les lois élémentaires régissant la liberté de communication en RCA et la loi organique du HCC. »⁴¹

Les organisations actuelles en RCA comprennent:

L'Association des radios communautaires de la RCA (ARC)

Cette alliance de radios communautaires a été créée en juin 2009 dans le but de collaborer pour soutenir les chaînes de radios membres, pour protéger leurs intérêts communs et partager les ressources, notamment les programmes, et pour renforcer les capacités. Le réseau comprend 23 radios membres dans tout le pays, parmi lesquelles la majorité n'a ni reconnaissance officielle ni licence, ce qui rend leur fonctionnement bien difficile. En outre, elles subissent souvent la pression des acteurs politiques qui essaient de les coopter et de les utiliser à leur propre profit. L'association organise également des programmes de formation à l'intention des journalistes et des gestionnaires de leurs radios membres. L'ARC bénéficie largement du soutien de la Fondation Hirondelle et de l'IPE.

³⁹ Internews, p.6.

⁴⁰ United States Institute of Peace, "Communication for Peace Building Priority Grant Program: Learning Group Report", Septembre 2012, p. 10.

⁴¹ IREX, p.65.

Le Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH)

Cette association a été mise en place en décembre 2010 lors d'une session de formation à Internews. L'association met les radios en relation et permet aux agences humanitaires non seulement d'être au courant de la situation dans les zones difficiles d'accès, mais d'échanger rapidement les informations avec les communautés à travers le pays.

La Maison de la presse et des journalistes (MPJ)

La MPJ a été mise en place en 2009 par l'IPE dans le but de fournir des solutions concrètes et une organisation centrale pour assister les médias et les organisations dans l'organisation des ateliers. Elle abrite plusieurs organisations, notamment l'Association des Femmes Professionnelles de la Communication (AFPC), l'Observatoire des Médias Centrafricains (OMC) et l'Union des Journalistes Centrafricains (UJCA).⁴² De nombreux défis l'interpellent, à l'instar des défis financiers tout comme le manque d'appropriation de la part des journalistes qui n'utilisent par exemple pas les facilités disponibles pour les conférences de presse.

L'Association des femmes professionnelles de la communication (AFPC)

L'AFPC a été mise en place en 2008 dans le but de renforcer les capacités des femmes dans la profession et de les attirer vers le secteur des médias, mais l'association n'existe malheureusement que de nom.

L'Union des journalistes centrafricains (UJCA)

L'UJCA est peut-être la plus active des organisations, car elle se mobilise pour ses membres, lève les fonds et aide à l'organisation des ateliers.

L'Observatoire des Médias Centrafricains (OMCA)

Créé en 2005 par l'UJCA, l'OMCA devait servir comme un organe de suivi pour s'assurer du respect de l'éthique journalistique. Mais le manque de ressources signifierait malheureusement l'arrêt de fonctionnement pour l'OMCA. Un nouveau code éthique a été élaboré en 2012 et l'OMCA a procédé à sa diffusion auprès des journalistes à travers le pays.

L'OMCA « renforce les règles de comportement professionnel et l'éthique afin d'éviter l'incitation à la haine tribale, religieuse ou raciale, et punit tout journaliste en cas de mauvaise conduite professionnelle. L'UJCA (...), l'OMCA, le HCC et l'Association des Editeurs de la presse privée indépendante fonctionnent tous pour rendre les professionnels des médias responsables en cas de non-respect des standards éthiques. »⁴³

Groupement des Editeurs de la presse privée indépendante centrafricains

C'est l'unique groupe représentant les éditeurs, mais, selon un rapport, « le groupe connaît des dissensions internes. Cet organe n'a pas été indépendant vis-à-vis du gouvernement. »⁴⁴

⁴² Search for Common Ground, "Rapport sur la situation des Médias en République Centrafricaine", Décembre 2012, p.7.

⁴³ IREX, p. 59.

⁴⁴ IREX, p. 64.

Le Réseau des médias africains pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (REMASTP)

Il s'agit d'une nouvelle organisation, pour l'instant non active, consacrée, comme son nom l'indique suffisamment, aux journalistes couvrant les questions de santé.

2.8 La durabilité

Les questions de durabilité sont importantes pour tous les types de médias en RCA. Il n'existe pas d'agence publicitaire (excepté la récente initiative de la Fondation Hirondelle visant à mettre en place une agence spéciale pour la RNL). De même, aucune enquête d'audience n'a été conduite depuis 1976 (à l'exception de celle faite dans certaines parties du pays par Radio Ndeke Luka en 2010). Dans le rapport MSI de 2012 (avant le début de la crise actuelle), les auteurs sont unanimes que « la stagnation économique a pénalisé le secteur des médias pendant deux décennies et que le secteur médiatique en RCA n'est pas constitué d'entreprises bien gérées. »⁴⁵ Au regard de la situation actuelle, il est inévitable que cette situation de stagnation se détériore davantage.

Il n'existe pas de régulation formelle de la publicité. Ainsi, les prix sont généralement pratiqués en fonction des rapports personnels. Le plus grand marché de la publicité provenait des sociétés de téléphonie mobile mais il est évident que le secteur a besoin d'être développé et diversifié.

« L'ordonnance de 2005 sur la presse prescrit au gouvernement de prévoir une subvention pour la presse dans le budget annuel. Cette subvention n'est jamais allouée, à l'exception cependant de l'assistance que le président accorde à certains journaux phares - ce qui influence forcément la ligne éditoriale de ces journaux. L'Etat offre une contribution occasionnelle pour soutenir la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse. »⁴⁶

3. Les défis qui interpellent les journalistes et le secteur des médias

La crise actuelle a rendu le travail des journalistes pratiquement impossible, dans la mesure où ces derniers ne peuvent tout simplement pas se mouvoir à cause de l'insécurité. Plusieurs sources indiquent que les journalistes, dans l'ensemble, font face aux mêmes problèmes de sécurité que les populations – il n'existe pas de liberté de mouvement.

En outre, ces sources soulignent que certains journalistes ont été visés à cause des reportages considérés comme légèrement politiques. La conséquence est la pratique importante de l'autocensure.

IMS a choisi les indicateurs de développement des médias de l'UNESCO (MDIs) comme point de départ pour élaborer un cadre d'évaluation comme celui-ci.

3.1 Réglementation, pluralisme et diversité des médias

Comme il a été signalé plus haut, un système réglementaire de même que la pluralité des médias

⁴⁵ IREX p. 63.

⁴⁶ IREX, p. 64.

existent. Cependant, il est impossible de renforcer la réglementation, à cause de la crise actuelle et l'absence de toute infrastructure étatique. La plupart des médias ont été détruits, sont trop craintifs pour couvrir ce qui a trait à la politique ou ne peuvent pas simplement se mouvoir pour couvrir les événements.

3.2 Pluralisme et diversité des médias, cadre économique où tous les acteurs sont en situation d'équité concurrentielle et transparence de la propriété

Bien avant la crise actuelle, il était difficile pour les médias de survivre. La plupart des radios communautaires fonctionnait grâce aux volontaires alors que les autres recevaient les subsides des acteurs politiques, compromettant ainsi leur indépendance. Tandis qu'en théorie de nombreuses chaînes de radios et de nombreux journaux existent, la réalité est toute différente. L'accès aux équipements (particulièrement pour les radios qui ont été saccagées), la publicité et/ou d'autres revenus n'existent pratiquement pas.

RNL est évidemment la radio qui réussit le plus. Mise en place par les Nations Unies, elle a, au cours des douze dernières années, réussi à lever les fonds grâce au partenaire qui l'a réalisée, Fondation Hirondelle.

3.3 Les médias comme plate-forme du débat démocratique

L'on peut penser que l'idée des médias comme plate-forme pour le débat démocratique est actuellement un concept étranger à la plupart des médias centrafricains. D'un côté, la plupart des journalistes ont recours à l'autocensure, laissant ainsi un énorme vide qu'occupaient toutes sortes de programmes politiques dans le passé. De l'autre, les acteurs politiques se mêlent et cooptent les médias et certains animateurs de radio recourent au discours de haine.

3.4 Renforcement des capacités professionnelles et soutien aux institutions qui soutiennent la liberté d'expression, le pluralisme et la diversité

Le secteur des médias en RCA a toujours cruellement manqué d'activités de renforcement de capacités, et a, jusqu'à un passé récent, été largement ignoré par ceux qui travaillent pour le développement des médias. Les tentatives récentes de mise en place de diverses associations (voir ci-dessus) cherchant à organiser la communauté et à renforcer les capacités, ont également contribué à fragmenter la communauté. La crise actuelle a sérieusement nui aux efforts visant le renforcement des capacités dans le secteur, de même qu'elle a empêché les réunions des membres des associations à cause des dangers inhérents aux déplacements.

3.5 Capacités infrastructurelles suffisantes pour soutenir l'indépendance et la pluralité des médias

Bien avant la crise actuelle, le manque d'infrastructures était criard. Les événements de mars 2013 ont occasionné le saccage de diverses radios, avec pour conséquence l'incapacité de plusieurs radios d'émettre, n'ayant plus d'infrastructures.

Ces indicateurs ne sont qu'un point de départ et n'ont pas pris en compte d'autres facteurs tels

que l'environnement sociopolitique et économique dans un contexte particulier (tel qu'exposé ci-dessus), ou les questions de sûreté et de sécurité (physique et en ligne), même si par ailleurs la sûreté physique est aussi importante dans la situation actuelle.

Par exemple, un journaliste photographe américain exerçant en freelance a déclaré le 2 décembre 2013: « Au cours des derniers jours, beaucoup de véhicules de journalistes ont été attaqués par des foules en colère autour de l'aéroport. Aujourd'hui en RCA, de nombreuses rues sont vides... Les « fixeurs » et leurs [sic] familles et leurs amoureux dorment sur les planchers, les lits et les canapés d'une poignée de journalistes. Aujourd'hui à un barrage routier spontané au PK12, une foule furieuse brandissant les machettes et les grenades a attaqué la voiture et un monsieur a essayé de m'en faire sortir. La situation a été désamorcée après l'intervention des personnes plus calmes. Si vous programmez un voyage pour la RCA, apportez de préférence vos médicaments et rétrospectivement, apportez en un peu plus en fonction de la taille de votre équipe. Ces barrières routières ne semblent pas être amicales envers les journalistes locaux et internationaux. En fonction de la nature de la foule, il est facile qu'elle explose facilement et une seule personne est capable de déclencher la colère collective de la foule. »⁴⁷

En octobre 2013, Reporters sans Frontières a signalé que les éditeurs de trois quotidiens⁴⁸ basés à Bangui ont fait l'objet de rudes interrogatoires le mois dernier après avoir critiqué les activités du Comité Extraordinaire pour la Défense des Acquis Démocratiques (CEDAD). Aucune de ces interrogations n'a débouché sur une procédure judiciaire.⁴⁹

Il est évident que les journalistes et le secteur des médias sont confrontés à d'énormes défis.

4. Les défis des informations humanitaires et de la communication

Compte tenu de l'ampleur de la crise, il y a très peu d'informations sur ce qui se fait en matière d'information humanitaire et de communication. Un taux élevé d'analphabétisme et une faible utilisation de téléphonie mobile et des SMS attestent que la radio demeure l'outil le plus important pour atteindre les communautés touchées. La technologie mobile devrait être utilisée de façon créative et réfléchie. La faiblesse des infrastructures et le fait que 25% de la population est déplacée, sont des facteurs qui rendent la communication sur les questions humanitaires un défi, bien qu'elle revêt une importance capitale.

Les activités relatives à l'information et la communication humanitaires concernant les personnes déplacées sont très difficiles à recenser en ce moment, même si il y a un besoin évident pour cela. Les cas de violences sexuelles et le viol des filles ont été signalés à l'ONU, et les enfants sont de plus en plus victimes de violence et des cibles du recrutement forcé.⁵⁰ La présence des troupes françaises n'a pas été suffisante pour contrecarrer des violences sous forme de représailles, qui ont lieu dans la région de Bangui.⁵¹

Avant la crise actuelle en RCA, la radio était le principal moyen d'information. Cependant, il n'existe aucune trace des chaînes radios qui fournissent des informations sur les questions humanitaires. En outre, il est impossible de trouver des informations supplémentaires fiables sur ce sujet. Avec près

⁴⁷ Entretiens.

⁴⁸ Julien Bella de Centrafrique Matin, Maka Gbossokotto de Le Citoyen et Ulrich Landry Ngopkele de Quotidien de Bangui

⁴⁹ <http://en.rsf.org/rca-seleka-disbanded-but-journalists-15-10-2013,45341.html>

⁵⁰ http://www.unicef.org/infobycountry/media_71659.htm

⁵¹ <http://www.reuters.com/article/2014/01/04/us-centralafrican-france-idUSBREA0306M20140104>

de 25% de la population déplacée et vivant dans des camps, les organisations de secours ont du mal à fournir la nourriture, l'eau et l'abri. Il n'existe aucune indication précise ni sur les personnes qui fournissent des informations ni sur la manière dont elles le font. Le Département d'Etat américain a annoncé à la mi-décembre qu'il apportera une aide humanitaire.⁵²

Depuis plusieurs années, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) a créé une ligne d'assistance destinée aux femmes et aux enfants confrontés aux violences. Cependant, selon Rasmus Stuhr Jakobsen, Chef de la Division des Urgences, de la Sûreté et des Approvisionnements à la DRC, cette ligne d'assistance n'a pas été intégrée aux initiatives actuelles.

Compte tenu de la situation sécuritaire, il est peu probable à ce stade de mettre sur pied un système durable d'information et de communication. Les lignes d'internet et téléphoniques sont très instables. Cependant, selon le site OCHA de réponse humanitaire pour la RCA, il y a des connections radios bidirectionnelles entre les camps, mises à la disposition des assistants humanitaires. (Voir Annexe I pour une cartographie de ces activités).

Pour le moment, il existe cinq centres de coordination pour les efforts humanitaires: Bangui, Bambari, Paoua, Zemio et Ndele, toutes équipés de liaisons radio bidirectionnelles. Les différents groupes tiennent leurs réunions de façon hebdomadaire et celles-ci pourraient servir d'occasion pour une meilleure gestion de l'information.⁵³

Le « Plan de 100 jours » a identifié dix priorités opérationnelles qui seront améliorées au cours des prochains mois. Il est à noter que la gestion de l'information fait partie des dites priorités, et il est prévu d'améliorer les d'activités dans ce domaine. Dès janvier, « une gestion efficace de l'information (...) et les plates-formes d'information communes » devraient être mises en place.⁵⁴

A l'heure actuelle, il y a une seule chaîne radio nationale qui est opérationnelle, mais les radios communautaires doivent jouer un rôle essentiel dans cette crise et des mesures immédiates doivent être prises afin de les restaurer, renforcer et sécuriser.

En décembre, le groupe de coordination « inter-cluster » à Bangui (dirigé par le PAM) a souligné la nécessité de s'engager de manière systématique dans une communication à deux sens avec les communautés affectées.⁵⁵ En tenant en compte les besoins identifiés par le PAM comme point de départ, il est opportun d'envisager certains éléments concernant l'information humanitaire:

- » Il est essentiel d'avoir un accès libre à une information pertinente et objective, afin de renforcer la confiance entre les organisations humanitaires et les communautés dans lesquelles ils travaillent ;
- » Il est nécessaire de renforcer des capacités dans le reportage « objectif », afin d'éviter les discours de haine ou de stigmatisation;
- » Il est essentiel de solliciter la participation des dirigeants locaux et des communautés dans la production de médias;
- » Des campagnes d'information et de sensibilisation devraient être renforcées avec des messages simples et clairs;
- » Il est important de s'assurer des possibilités de dialogue entre les communautés et les individus en ce qui concerne les plaintes et la transparence.

En 2012, Internews a créé un réseau communautaire avec 13 chaînes de radio communautaires. Un de leurs projets récents, « Intégrer les médias locaux et les TIC dans la réponse humanitaire en RCA »⁵⁶ était une collaboration entre Internews, Ushahidi, l'Association des journalistes pour les droits

⁵² <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/12/19/fact-sheet-us-assistance-central-african-republic>

⁵³ See <https://car.humanitarianresponse.info/en/calendar>

⁵⁴ United Nations, "100 Day Plan for Priority Action in the Central African Republic", December 2013 p. 6.

⁵⁵ Central African Republic: AAP, CwC & PESA issues paper: Preliminary Findings and Report, 04/01/14

⁵⁶ Le rapport final est accessible ici:

http://www.internews.org/sites/default/files/resources/HIF_CAR_FinalEval_October_2012_PV_Internews.pdf

de l'homme à Bangui et l'UNOCHA-RCA. Cependant, les informations ne sont pas diffusées sur la structure de la radiodiffusion actuelle compte tenu des conditions chaotiques qui prévalent. Internews est en train de commencer leur nouveau programme d'information et communication humanitaires.

Les collectivités locales, leurs chefs et les dirigeants locaux devraient être impliqués dans les efforts d'information et de la communication humanitaire. Il est absolument nécessaire de les engager et d'assurer une large participation. Les médias devraient être considérés comme un « ami fidèle mais neutre » dans la transmission de messages, et il serait idéal de mettre en place une culture du débat. Il est important que les uns les autres cultivent l'expérience d'échanger sans recourir à la violence. Ceci est essentiel et pourrait être développé en suivant plusieurs formats radio. En outre, il s'avère nécessaire de mettre en place une surveillance attentive des médias afin d'empêcher toute tentative (volontaire ou non) de transmettre des rumeurs ou des discours de haine.

5. Organisations de développement des médias locaux, régionaux et internationaux actives en RCA

La plupart des organisations internationales, à l'exception de la Fondation Hirondelle et l'Institut Panos Europe, sont relativement nouveaux dans la RCA. Comme c'est toujours le cas, les interventions sont tributaires des courants de financements des bailleurs de fonds, et la RCA a jusqu'à récemment pas réussi à retenir beaucoup de l'attention de la communauté internationale à cet égard.

Il y a eu une certaine coordination entre plusieurs organisations internationales qui travaillent avec le secteur des médias en République centrafricaine. Catholic Relief Services (à travers Search for Common Ground - SFCG), Invisible Children (avec SFCG), Search for Common Ground (SFCG) et la Fondation Hirondelle, en particulier, ont tenu plusieurs réunions de coordination, la plus récente ayant eu lieu en juillet 2013. Ces réunions se sont pour la plupart focalisées sur leur travail dans le sud-est du pays.

Institut Panos Europe (IPE)

L'ONG française, IPE, travaille en RCA depuis 2009. Elle joue un rôle important, en grande partie grâce aux efforts du chef du bureau de la RCA, Pascal Chirha. Leur programme actuel, « *Médias indépendants pour la consolidation de la démocratie* » est en cours.

Leur bureau à Bangui a été pillé et complètement détruit par Séléka en mars 2013. Leur coordonnateur national, Pascal Chirha, a à peine échappé à une tentative d'assassinat peu de temps après. A l'heure actuelle, IPE n'a pas assez de fonds pour mettre sur pied un autre bureau et Chirha travaille en grande partie de l'exil, pendant la plupart de l'année, en faisant des va-et-vient entre Bangui et Douala.

IPE œuvrait déjà pour enrichir le cadre juridique et réglementaire ainsi que d'améliorer la viabilité et la durabilité des médias, mais également à travers l'organisation d'un entrepôt / magasin central pour l'achat du matériel. IPE a travaillé principalement avec le HCC, OMCA et MPJ.

Fondation Hirondelle

L'ONG suisse travaille depuis un moment en RCA et avec Radio Ndeke Luka (RNL) depuis 2000. FH a reçu un financement de l'UE en novembre 2013 pour étendre ses activités au-delà de RNL et de travailler avec ARC « sur la réhabilitation et le renforcement des capacités de 10 à 12 chaînes de radio communautaires. L'évaluation est actuellement en cours dans des conditions très difficiles dans le pays. A propos de l'ONU, FH a été approchée par le Département de l'Information afin d'évaluer les besoins du pays en matière de la communication. L'ONU n'a pas encore envoyé ses experts afin de proposer des recommandations concernant ce qu'il y a lieu de faire. Une radio de l'ONU à ce stade est une option que nous avons respectueusement déconseillé, mais nous ne savons pas encore le résultat de l'évaluation de l'ONU ».⁵⁷

Radio France Internationale (RFI)

RFI a été l'un des premiers opérateurs internationaux à travailler en RCA et a travaillé dans le pays depuis 2006. RFI a travaillé avec nombreuses radios depuis ce temps incluant la formation de journalistes, la capacité technique et de gestion, d'équiper et de former le personnel sur les outils numériques, couverture des élections et du journalisme sensible aux conflits. RFI a également travaillé pour mettre en place des réseaux des radios et des journalistes. Leur projet actuel se concentre sur la mise en place de trois radios de proximité à Bayanga, Alindao et Bangassou et pour augmenter la capacité de l'ARC, de mettre en place un studio- école à l'ARC et à soutenir la création de fonds de soutien pour les radios communautaires.

Internews

Depuis 2010, Internews gère plusieurs projets en RCA, financés par l'USAID, le Fonds d'innovation humanitaire du DFID (HIF), le Département d'État des États-Unis et l'Institut des États-Unis de la paix (USIP).

Au cours des trois dernières années, Internews et son partenaire local, l'Association des journalistes pour les droits de l'homme (Le Réseau des Journalistes Pour Les Droits de l'Homme - RJDH), ont travaillé ensemble afin de lier et d'appuyer un réseau unique composé de 13 chaînes de radio communautaires et de mettre en place un réseau des correspondants de la radio communautaire (Community Radio Correspondents Network - CRCN) à travers un centre de coordination à Bangui, géré par le RJDH.

Un de leurs projets d'information humanitaire (qui a pris fin en 2012) avait pour objectif d'aider la communauté humanitaire à être plus efficace, transparente et responsable, en permettant aux collectivités de mieux accéder aux services de secours, de comprendre les opérations d'aide et de communiquer avec les fournisseurs d'aide.

Depuis le début de la crise actuelle en décembre 2012, le RJDH a constamment rapporté sur la crise et a réussi à produire des dizaines de reportages sur la rébellion, la crise humanitaire qui s'en est suivie, son impact sur les communautés à travers le pays et les efforts déployés par la communauté humanitaire pour répondre à certains des besoins humanitaires les plus urgents en RCA.

Internews a reçu des financements pour réactiver leur travail avec la Réseau des Journalistes pour les Droits de l'homme (RJDH) et sera à partir de leur projet humanitaire d'information et de communication en février 2014.

⁵⁷ Entretien avec Caroline Vuillemin, DE à FH, décembre 2013.

Search for Common Ground (SFCG)

SFCG travaille en RCA depuis décembre 2012, uniquement dans le sud-est du pays et à Bangui, la capitale. SFCG fait « partie d'un consortium avec Catholic Relief Services (CRS) - (bénéficiant d'une subvention de l'USAID), qui cible les zones dans les régions du pays touchées par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), y compris Zemio, Rafai et Obo dans le sud-est, et à soutenir les radios de Invisible Children. »⁵⁸

SFCG a également noué un partenariat avec l'Association des femmes professionnelles des médias (AFPC), bien que cette collaboration ait été suspendue en raison de la crise actuelle.

SFCG est actuellement à la recherche de fonds supplémentaires pour appuyer une réponse à la crise avec des chaînes de radio à Bangui, Bossangoa et ailleurs dans le pays. Des fonds ont déjà été engagés et devraient commencer à la fin de janvier.

Voice of America (VOA)

VOA diffuse actuellement ses programmes en langue française en plus des annonces de service public humanitaires (PSA). VOA souhaiterait organiser une formation, mais pour le moment, n'entend pas la faire en raison de la situation actuelle.

A l'heure l'actuelle, VOA réalise nombreuses PSA différents sur le flux Bangui FM concernant des sujets humanitaires, santé et la paix (par exemple, comment potabiliser l'eau, comment préparer des aliments, la manière de se comporter avec les travailleurs humanitaires et la réunification des familles). VOA a produit sept messages d'intérêt public (PSA), qui se dérouleront en rotation et occuperont 34 créneaux horaires par jour.

VOA réalise également trois « *newsmaker* » / annonces publicitaires, avec actualités, pendant lesquels les leaders communautaires s'expriment sur l'avenir de la RCA, la non-violence, la primauté du droit et la réconciliation. VOA réalisera 19 annonces promotionnelles par jour.

VOA avance également par le biais des SMS et des programmes de reconnaissance vocale interactive (RVI). Ils prévoient d'envoyer entre un et trois SMS par jour, traitant de l'information et de la santé, même si ils ne savent pas encore quand ces programmes débiteront effectivement.

Enfin, VOA a l'intention d'augmenter leurs émissions en Sango.

Invisible Children

Cette organisation focalise ses efforts uniquement sur la fin du conflit impliquant l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Dans le cadre de ces efforts, elle soutient une radio à Zorobo dans le sud-est du pays.

Bailleurs de fonds

Le gouvernement américain fournira à hauteur de 101 millions de dollars d'aide à la RCA.⁵⁹ Ce financement comprendra, près de 7,5 millions de dollars en financement pour soutenir l'atténuation des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix, y compris les efforts de consolidation de la paix interreligieuse et l'utilisation de la radio communautaire pour amplifier les messages de paix et de dissiper les rumeurs, par l'intermédiaire du Fonds des crises complexes (Complex Crises Fund) et le Fonds des subventions droits de l'homme (Human Rights Grants Fund), (sous réserve de la notification du Congrès).

L'Union européenne a abrité une réunion de haut niveau à Bruxelles le 20 Janvier visant à assurer une plus grande assistance humanitaire pour la RCA.

⁵⁸ Lena Slachmujlder, VP des Programmes. Communication Personnelle.

⁵⁹ <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/12/19/fact-sheet-us-assistance-central-african-republic>

6. Recommandations

Il y a un besoin évident pour l'information et la communication humanitaires et des interventions de soutien des médias en RCA. Le soutien de l'information et de la communication humanitaires constitue évidemment le besoin le plus immédiat. Il est pertinent et opportun de fournir de l'assistance dans ce secteur. Cependant, les besoins sont immenses et la tâche si grande qu'il faudra une coordination importante pour s'assurer que les projets mis en œuvre répondent effectivement à tous ces besoins.

Il est également nécessaire d'assurer la durabilité. Il est probable que le financement alloué actuellement au pays sera de courte durée. A ce titre, toute intervention devrait être très stratégique et menée suivant une approche coordonnée, en collaboration avec d'autres acteurs et initiatives afin d'assurer un impact maximum et de garantir la durabilité.

L'importance des aspects régionaux et les conséquences probables de la crise actuelle en RCA ne peuvent pas être sous-estimées. Cela est important non seulement pour l'information et la communication humanitaires et les efforts d'appui des médias, mais peut-être encore plus crucial dans la mesure où les efforts à long terme de consolidation de la paix doivent intégrer l'information humanitaire et la communication des médias, car elles ont le potentiel d'y jouer un rôle important. Toute intervention en RCA devrait envisager sérieusement de prendre une approche régionale dans au moins certains aspects de sa conception programmatique.

Beaucoup de sources consultées pour cette étude s'accordent sur le fait que les médias joueront, ou devraient jouer un rôle important dans les efforts de réconciliation en RCA. Ceci doit être pris en compte pour tout développement des médias ou des efforts d'information et de communication humanitaires qui pourraient être pris à court et à moyen terme. A l'heure actuelle, IMS recommande ce qui suit:

6.1 Recommandations concernant l'information et la communication humanitaires:

D'ordre général:

- » Il devrait y avoir une coordination rigoureuse et précise de la part des organisations internationales pour s'assurer que l'information pertinente atteint autant de monde que possible. Communicating with Disaster-Affected Communities (CDAC) et ses organisations membres peuvent jouer un rôle important en veillant sur ceci.
- » L'information et la communication doivent cibler trois volets précis: 1) l'information et les besoins en communication des personnes déplacées partout où ils sont (par exemple, où obtenir de l'eau potable, la nourriture, les soins de santé; 2) les possibilités d'information et de communication liées aux conditions de leur lieu de origine, afin de fournir des indices qui permettent de juger quand est-ce qu'il est possible d' y retourner, et 3) les efforts d'information et de communication ciblant les tensions potentielles entre les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil.
- » Assurer la participation des chefs locaux et des dirigeants pour discuter des questions pertinentes et afin de permettre un débat général ainsi qu'un sentiment d'appartenance.

Actions immédiates:

- » Une amélioration générale et immédiate d'aide à tous les médias en activité, que ce soit à l'échelle nationale ou communautaire, ce qui permettra de fournir des informations pertinentes pour les personnes déplacées et affectées de diverses manières.
- » Évaluer les possibilités pour la création de petites unités de radios afin qu'elles puissent diffuser (par exemple la radio dans une mallette / Première radio).
- » Cartographie des besoins en information et de communication de la population touchée et une évaluation du secteur des médias et de sa capacité de soutenir les efforts d'information et de la communication humanitaires.

Actions à court terme:

- » Répondre aux besoins de restauration de médias et de s'assurer de leur capacité à fournir des rapports humanitaires, de l'information et de la communication. Cela pourrait comprendre :
 - Un soutien de l'infrastructure de base
 - Formation de base dans la collecte d'informations et en simple reportage par des petits groupes des équipes de reporters pour fournir des commentaires aux médias. La formation devrait se faire sur le terrain et en mettant l'accent sur la collecte d'informations et la communication impartiale.
 - Le renforcement des capacités dans les rapports humanitaires
 - Amélioration de la fourniture des besoins techniques de base tels que les téléphones portables et les crédits, les crayons et les cahiers qui serviront pour relever les faits.
- » Évaluer les options pour la création de centres d'installations d'information humanitaire qui pourraient stimuler la circulation de l'information et la communication humanitaires. Ces centres pourraient de manière idéale travailler à partir des cinq centres d'information déjà établis par les acteurs humanitaires (voir la section 4).

6.2 Des recommandations à l'appui des medias:

D'ordre général:

- » Assurer les efforts de coordination efficaces dans le secteur pour éviter les chevauchements et de s'assurer que des efforts complémentaires sont menés.

Actions à court terme / moyen terme:

- » Organiser une réunion à Yaoundé (ou un autre centre régional) avec une représentation des ONGI et les organisations de soutien des médias locaux ainsi que des journalistes. Une telle réunion permettrait de renforcer les efforts de coordination et fournirait également un soutien moral indispensable à la communauté médias centrafricaine. Enfin, une telle réunion pourrait également fournir des commentaires supplémentaires sur comment soutenir la communauté de la manière la plus efficace.
- » Plusieurs personnes ont souligné l'importance de la formation sur une couverture médiatique sensible aux conflits⁶⁰, puisque la plupart du « journalisme » est basé sur

⁶⁰ Reeve (p.7), par exemple, écrit: « Les médias et la caractérisation politique du conflit en RCA avant tout comme une lutte binaire entre chrétiens et musulmans qui doit aussi être expliquée par une représentation plus nuancée et des rapports sensibles aux conflits ».

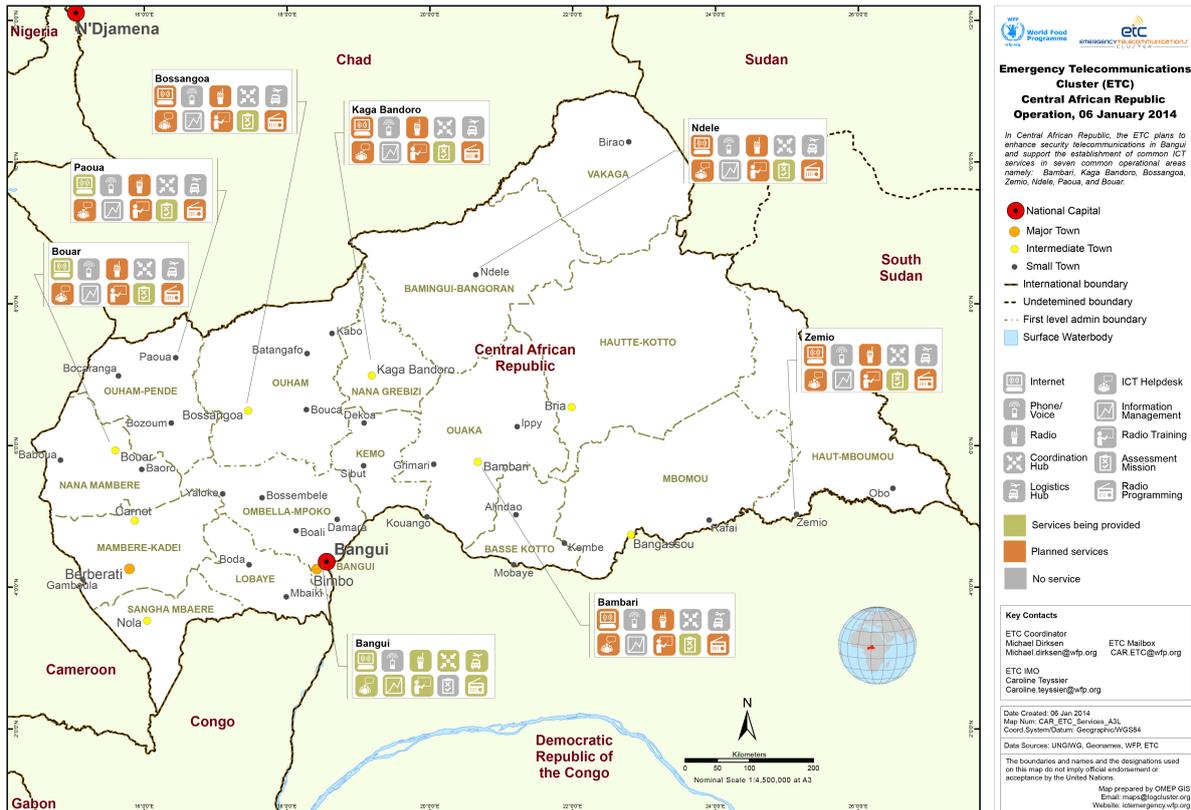
l'opinion, et ceci est encore plus risqué étant donné le climat actuel qui règne dans le pays. Les messages de haine ont également été diffusés sur les radios. Bien que cette formation pourrait être considérée comme un besoin immédiat pour conjurer les futurs messages de haine, les efforts de renforcement des capacités supplémentaires (telles que la gestion, l'information basée sur les faits) doivent également être abordés à l'avenir. Vu la situation actuelle sur le terrain, il serait très dangereux d'organiser des ateliers sur le terrain. A ce titre, il est recommandé d'entreprendre un tel travail à Douala. Dans ce cas, il peut être possible de collaborer avec l'ONU pour qu'elle puisse organiser le transport des journalistes par des vols de l'ONU jusqu'à Douala. Alors que les journalistes, pour la plupart, n'ont pas été les cibles spécifiques, il est clair que pour faire leur travail, ils font face à des risques de sécurité excessifs. A ce titre, il est recommandé d'organiser également une formation en matière de sécurité. Cela pourrait se faire à Douala.

- » Le « Plan de 100 jours » qui a été discuté pour promouvoir la paix, la cohésion sociale et la réconciliation de la communauté ainsi que le renforcement des capacités des comités de médiation. Bien que les médias ne soient pas mentionnés de manière précise, ce sont évidemment des domaines dans lesquels la radio pourrait jouer un rôle clé.
- » Beaucoup de chaînes de radio communautaires ont été saccagées et, dans certains cas, complètement détruites. Il s'avère donc nécessaire d'approvisionner ces chaînes en infrastructures et équipements afin de les permettre de revenir sur les ondes.
- » Il existe un niveau important d'autocensure, d'où la nécessité de l'Observatoire des Médias Centrafricains (OMC). La capacité de cette organisation à surveiller et à traiter les questions de discours de haine a besoin d'être soutenue. Une option pourrait être d'inviter les collègues des organes de suivi du Bénin ou du Togo.
- » En raison de la gravité de la crise actuelle, il y a un accent évident sur les besoins à court terme et les besoins immédiats. Cependant, il est nécessaire de penser également au long terme - pour les élections prévues en début 2015 et au-delà, - étant donné que les périodes électorales et post-électorales ont longtemps été des points chauds en temps de conflit, de post-conflit et dans les pays en transition.

Annexes

Annexe I - Carte d'urgences de télécommunications (Emergency Telecommunications Cluster Map)

(6 janvier 2014)



Annexe II : Personnes interviewées

Ian Noble, Internews

Photojournaliste freelance américain en RCA

Caroline Vuillemin, Fondation Hirondelle

Hannah Storm, INSI

Jacobo Quintanilla, Internews

Mike Jobbins, SFCG

Pascal Chirha, IPE

Joan Mower, BBG/VOA

Anne Poulsen (WFP Nordic director)

Rasmus Stuhr Jakobsen, Chief of Division of Emergency, Safety and Supply (DESS), Danish Refugee Council

Mathurin Momet, *Le Confident*

Annexe III : Rapports consultés

Arbour, Louise. "Next Year's Wars," in Foreign Policy, 30 December 2013. http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/12/30/next_year_s_wars#sthash.4rrzL7Rx.albzDpH5.dpbs

Boukaert, Peter, "They Came to Kill: Escalating Atrocities in the Central Africa Republic", Human Rights Watch. December 2013.

IREX, "Central African Republic Media Sustainability Index", 2012. <http://www.irex.org/resource/central-african-republic-media-sustainability-index-msi>

Internews, "Répertoire des médias et de la communication en Centrafrique", July 2012. http://www.internews.org/sites/default/files/resources/R%C3%A9pertoire_des_m%C3%A9dias_communication_Cent_Internews.pdf

Reeve, Richard. "Sustainable Peace and Security in the CAR 2013", Oxford Research Group. December 2013.

Reporters without Borders, "Freedom of Information Buffeted from All Sides", 23 December 2013" <http://en.rsf.org/car-freedom-of-information-buffeted-23-12-2013,45664.html>

Search for Common Ground, "Rapport sur la situation des Médias en République Centrafricaine", Décembre 2012.

Smith, David. "CAR: Out of the Frying Pan into the Furnace," <http://www.politicsweb.co.za/politicsweb/view/politicsweb/en/page72308?oid=467138&sn=Marketingweb+detail&pid=90389> Accessed 7 January 2014.

United Nations, "100 Day Plan for Priority Action in the Central African Republic", December 2013.

United States Institute of Peace, "Communication for Peace Building Priority Grant Program: Learning Group Report", September 2012.

Wigley, Barb, "Central African Republic: AAP, CwC &PSEA Issues Paper", World Food Programme, 4 January 2014.

ims

INTERNATIONAL
MEDIA SUPPORT

Connect with International Media Support (IMS):

www.facebook.com/InternationalMediaSupport

www.twitter.com/forfreemedia

www.internationalmediasupport.org

© International Media Support (IMS)

Any reproduction, modification, publication, transmission, transfer, sale distribution, display or exploitation of this information, in any form or by any means, or its storage in a retrieval system, whether in whole or in part, without the express written permission of the individual copyright holder is prohibited.

Second edition: February 2014

Cover photo: People line up at the Médecins Sans Frontières (MSF) clinic at the airport in Bangui in December 2013. As of January 2014, the CAR has an immense need for humanitarian assistance, including that which relates to information and communication. Photo: UNCHR / S. Phelps